

Les Romands quasi absents de l'initiative CEO4Climate

CLIMAT Coordonné depuis la Suisse alémanique par le lobby Swisscleantech, l'appel des patrons en faveur du climat tarde à atteindre la Suisse romande

CYPRIEN CADDEO

🐦 @Caddeo_Cyprien

La presse alémanique s'est fait l'écho, ce week-end, d'une lettre, adressée au Conseil des Etats et datée du 20 septembre, incitant à mettre une œuvre «politique climatique efficace». La liste des 72 signataires de CEO4Climate couvre de nombreux secteurs économiques: Patrik Meli de MAN Energy Solutions, Christian Mumenthaler de l'assureur Swiss Re, Frederic Trombert du chocolatier Barry Callebaut, ou encore André Wyss du géant du génie civil Implenia, mais aussi des cadres d'Ikea Suisse ou Novartis. Mais on s'interroge: pourquoi les Romands sont, à part le Vau-

dois Leclanché et le Genevois SIG, si peu nombreux?

«C'est beaucoup plus facile pour moi de parler avec les patrons de Suisse alémanique, se défend Christian Zeyer, qui pilote cette initiative. C'est un groupe indépendant de cadres alémaniques qui nous ont sollicités pour les aider à coordonner leurs efforts. Il est assez difficile de dupliquer une idée d'ici en Romandie: il faut avoir les bons contacts et bien parler français pour expliquer nos stratégies. Il y a le Röstigraben...»

Visibilité et sécurité

Les entreprises romandes ne sont pas exclues pour autant. Christian Zeyer promet d'ailleurs d'aller chercher des signatures en Suisse romande très prochainement.

Il est par ailleurs à la tête de Swisscleantech, un lobby qui entend faire pression sur les politiques en faveur

du développement durable. Son association est à l'origine d'une campagne parallèle, Energy4Climate, qui vise à faire s'engager les candidats aux fédérales sur les questions d'énergie.

Alors que le Conseil des Etats discute de plusieurs lois en faveur du climat, CEO4Climate se positionne en faveur d'un objectif de réduction des émissions domestiques à l'horizon 2030 et d'une neutralité carbone d'ici à 2050, afin de contribuer aux objectifs fixés par l'Accord de Paris. Les signataires réclament des «conditions-cadres contraignantes» pour donner aux entreprises visibilité et sécurité, et permettre de «planifier sur le long terme»; ainsi qu'une batterie de «mesures nationales efficaces» dans le bâtiment, les transports, l'industrie, l'énergie et l'agriculture – sans toutefois préciser lesquelles. ■